

LE DEVOIR

Vol. LXXXVI - No 253

MONTREAL, LE MARDI 31 OCTOBRE 1995

75¢ - TPS - TVQ / Toronto 1\$

RÉFÉRENDUM

Beaucoup de nervosité à Ottawa
PAGE A 4



RÉFÉRENDUM

Chrétien accomplit son devoir de Québécois
PAGE A 4



LES ACTUALITÉS

Bakou conclut à un attentat
PAGE A 6



MONTREAL

L'Université McGill honore Isaac Stern
PAGE A 3

LE QUÉBEC DIVISÉ

Moins de 50 000 électeurs ont fait la différence

OUI 49,5 NON 50,5

ÉDITORIAL

Le NON de 1995

Lise Bissonnette

«Une défaite est une défaite», nous disait la semaine dernière le leader *de facto* du mouvement souverainiste, Lucien Bouchard, qui, lucide, refusait de se complaire d'avance dans une «victoire morale». Pour ceux d'entre nous qui ont voté OUI, l'infime marge qui a donné la victoire au NON laisse l'espoir intact mais ne saurait être un refuge d'où nier la réalité. Le peuple du Québec, l'une des démocraties les plus saines et les plus vives au monde, a pris une décision. Avant tout, elle exige respect.

La vie politique reprendra donc son cours, au sein d'institutions inchangées parce qu'une fragile majorité les appuie toujours. Le Québec doit encore vivre à l'intérieur de ces institutions, qui sont québécoises et canadiennes. Pourtant, tous le savent, quelque chose a changé de façon décisive durant l'extraordinaire débat que nous venons de vivre. Sans aller jusqu'à la rupture avec le Canada, le Québec s'est redonné — par le progrès énorme du OUI — une place centrale dans un pays qui la lui niait allègrement, depuis près de quinze ans, après le verdict référendaire de 1980. Aux yeux des Canadiens qui ont vécu les deux dernières semaines comme un électrochoc, le Québec doit être enfin reconnu comme le «peuple» qu'il est, qu'il vient d'affirmer. Jamais plus il ne sera une quantité négligeable comme il l'a été en 1982, ni «un problème parmi d'autres» où on le noyait, en 1990 et en 1992, durant les épisodes de Meech et de Charlottetown. Si les leaders canadiens ne prennent pas acte de ce fait, si le «changement» dont ils ont balbutié le mot en fin de campagne ne marque pas un retour au pacte fondateur du Canada, au rétablissement de cette place centrale du Québec dans l'expérience canadienne, tous savent, désormais, que la marche vers la souveraineté continuera, avec une légitimité incontestable.

Ces choses doivent être dites et reconnues avant de parler de réconciliation puisque la vraie réconciliation en dépend. Les tensions entre individus de convictions différentes se résorberont, car la civilité a été la marque de notre débat, et les deux camps ont souvent partagé et compris les inquiétudes, les déchirements et les rêves de leurs vis-à-vis. Notre querelle est ancienne, elle crée des empathies aussi profondes que ses affrontements. Mais on peut, on doit aujourd'hui se donner la main sans fermer les yeux. Il n'y aura pas de retrouvailles réelles, durables, avec de simples mots d'apaisement au lendemain d'un scrutin pareil. La tâche qui attend le Canada est énorme: on a beaucoup dit qu'il aurait eu de la difficulté à parler d'une voix, à regrouper ses rangs dispersés si le OUI avait emporté, mais le défi est le même au lendemain d'un NON qui s'est appuyé sur une molle promesse de changement. D'où viendra-t-il? Par qui et par quels moyens? Les prochains mois seront décisifs.

La réconciliation interne du Québec tient aussi à ces changements radicaux et indispensables. On met souvent les analystes en garde contre la tentation de faire ressortir le clivage linguistique du vote, la majorité francophone qui a voté OUI et clairement, les minorités anglophone et allophones qui ont voté NON et massivement, et dont le choix a donc déterminé le camp victorieux. Il faut distinguer ici entre le devoir d'analyse et la mise en accusation. Tous les votes avaient le même poids, nul n'a mis en doute leur validité et nul ne le devrait, si le «peuple» du Québec est celui que nous voulons, celui de la modernité pluraliste, de l'inclusion présente et future. Mais faire de ce clivage linguistique un tabou serait une négligence morale grave. La question identitaire, chez les Québécois de langue française, n'est plus la seule à nourrir le mouvement souverainiste mais elle a été historiquement son centre. Ignorer les vœux de la majorité au sein de la majorité, ne rien faire pour en prendre acte serait perpétuer l'aveuglement dont le Canada prétendait, au cours des derniers jours, vouloir enfin se guérir. Un pays démocratique ne saurait accepter d'être une prison pour ceux dont on a dit et répété qu'ils l'ont «bâti».

Le NON de 1995 n'est pas le NON de 1980. Il ne repose ni sur les mêmes données politiques, ni sur les mêmes données démographiques. C'est pourquoi la vraie réconciliation se fera attendre. Elle est au bout de la démarche qui reconnaîtra le plein sens du OUI, et du NON, qui viennent de s'ajouter pour obliger le Canada à répondre, enfin, à la question québécoise.

MICHEL VENNE
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Les résultats du référendum, dévoilés hier soir, montrent un Québec divisé. Le NON a emporté la victoire par une très mince marge de quelques milliers de voix.

Vers 22h30, avec plus de 95% des bulletins de vote dépouillés, le NON obtenait 50,4% des suffrages exprimés contre 49,6% pour le OUI. La question aura donc été tranchée par une majorité de moins de 1% des électeurs, soit quelque 30 000 votes.

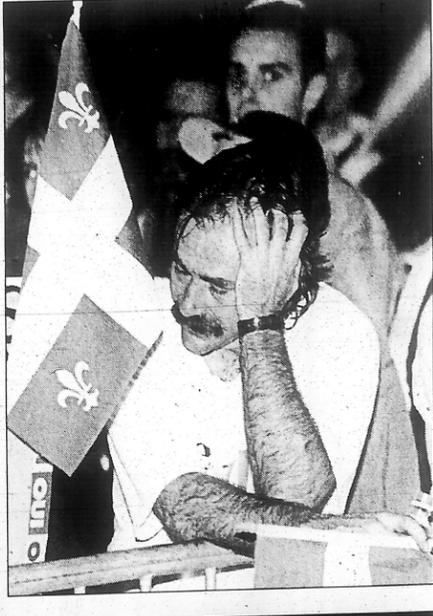
Le nombre de bulletins rejetés par le Directeur général des élections aura été supérieur au nombre de votes qui font la différence entre le OUI et le NON.

C'est la deuxième fois en 15 ans que les Québécois rejettent une proposition qui vise à faire du Québec un pays indépendant. Le 20 mai 1980, les Québécois avaient voté dans une proportion de 60% contre le mandat réclamé par René Lévesque de négocier la souveraineté-association. Les souverainistes, qui avaient obtenu 40% d'appui en 1980, et près de 50% cette fois-ci, se consolent en constatant les progrès fulgurants de leur option dans l'opinion publique.

Les résultats indiquent également qu'une majorité de francophones ont voté OUI. «Si on perd avec une immense majorité de francophones, a déclaré le vice-premier ministre Bernard Landry, en début de soirée, je ne dirais pas à la prochaine, je dirais à bientôt», insinuant que les souverainistes pourraient revenir à la charge dans un nouveau référendum.

«Jamais un peuple n'acceptera de rester une province d'un autre peuple», a-t-il ajouté. Mais pour respecter les «hauts standards démocratiques» de la société québécoise, «un vote est un vote», les souverainistes devraient donc chercher «d'autres solutions».

VOIR PAGE A 10: QUÉBEC



Quelque cinq millions d'électeurs québécois étaient inscrits sur la liste électorale et une forte majorité d'entre eux se sont prévalus de leur droit de vote, hier, partout à travers la province. Selon les premières estimations, environ 90 % des citoyens du Québec ont pris part à ce rendez-vous avec l'histoire.

Le marché joue le NON gagnant

Forte baisse à prévoir du taux directeur de la Banque du Canada

SERGE TRUFFAUT
LE DEVOIR

Plusieurs minutes avant que les résultats officiels ne soient connus, les acteurs financiers ont joué le NON gagnant et dopé les titres canadiens. Ainsi, la devise canadienne avait gagné 127 points ou 1,27 cent pour se transiger, en milieu de soirée aux environs des 74,85 cents américains.

Du côté des taux d'intérêt, une baisse prononcée du taux directeur de la Banque du Canada, 90 points, était dans la machine financière. Les bons à trois mois canadiens s'échangeaient en effet entre 6,25 et 6,50 %.

Auparavant, soit tout au long de la journée, les acteurs financiers avaient adopté un profil bas en attendant les résultats officiels du référendum de sorte que la devise canadienne avait gagné 19 centimes pour clôturer à 73,58 cents américains.

Directeur, marché monétaire, de la Banque de Montréal, Pierre Ghazi avait constaté qu'entre l'ouverture et la fermeture des transactions au Canada, soit à 16h30, «le marché est resté calme. Il y a eu peu de mouvement».

L'attente qu'ont manifestée les acteurs nord-américains à l'endroit des titres canadiens est largement attribuable, selon M. Ghazi, aux dernières prédictions des maisons de sondage. Le fait notamment que la firme Léger et Léger ait prévu une issue extrêmement serrée a convaincu les investisseurs influents qu'il valait mieux loger à l'enseigne «wait and see», pour reprendre l'expression de M. Ghazi.

Sur le front des taux d'intérêt, l'évolution des transactions laissait entrevoir, avant la confirmation des résultats, une retraite du taux directeur de la Banque du Canada. Selon les chiffres disponibles aux alentours de 18h, une baisse de 37 points était dans la machine financière.

VOIR PAGE A 10: MARCHÉ

De la joie, à l'inquiétude, à la joie...

■ Pas «à la prochaine» mais «à bientôt» ■ Un NON c'est clair: c'est le Canada

PAUL CAUCHON ET KONRAD YAKBUSKI
LE DEVOIR

Une flambée de joie qui se transformait lentement en inquiétude: l'atmosphère était tendue hier soir au camp du OUI, réuni au Palais des congrès de Montréal, alors qu'au moment de mettre sous presse la victoire du OUI s'effiloçait sans cesse.

La soirée avait commencé par des cris de joie, alors que des milliers de militants en liesse s'étaient réunis dans l'enceinte pour applaudir et crier «on va gagner, on va gagner».

Les premiers résultats indiquaient des résultats extrêmement élevés pour le OUI, mais plus les minutes s'écoulaient, plus la foule en était réduite à applaudir les moindres dixièmes de pourcentage qui parvenaient à subsister.

Évoquant une éventuelle défaite mais avec une possible majorité francophone, le vice-premier ministre du Québec, Bernard Landry, lançait, sur les ondes de la télévision, que dans un tel cas «je serais porté à dire non pas «à la prochaine» mais à «bientôt».

Vers 21h30, la foule assemblée au camp du OUI faisait la vague pour tenter de conjurer le sort et faire monter des résultats qui ne cessaient de s'approcher de ceux du NON.

Un résultat aussi serré risque-t-il d'entraîner des tensions au Québec? «Les Québécois n'ont pas cette réputation, indiquait un militant perplexe, qui ne pouvait s'empêcher d'ajouter que «ça aurait dû être plus fort chez les francophones pour

Le camp du NON s'est accroché avec soulagement à la très mince avance exprimée vers 22h dans des résultats encore partiels pour retrouver un enthousiasme et un espoir qu'il n'avait guère en début de soirée.

Quelques centaines de partisans du camp du NON attendaient avec une anxiété palpable les résultats du référendum dans la salle du Métropolis, rue sainte-Catherine. À l'annonce des tout premiers résultats partiels en provenance des régions, ils avaient la mine basse. Les chiffres venant de l'île de Montréal ont quelque peu réchauffé l'atmosphère. La salle était littéralement divisée en deux. À l'avant, un groupe de jeunes enthousiastes animait la foule en scandant

NON, en agitant des drapeaux canadiens et québécois et même en entonnant le *O Canada* en anglais. Ils saluaient chacune des remontées du NON dans les votes exprimés, par des cris de joie. Laura Oleson, jeune étudiante de 23 ans, venue la veille de Saint-Boniface au Manitoba avec son père, se déclarait optimiste. Mais elle envisageait quand même une victoire du OUI: «Je serais triste si le OUI gagnait, mais je serais prête à travailler avec les jeunes du Québec pour une nouvelle union».

Deux jeunes bénévoles du camp du NON, Isabelle Loyer et Simon Olivier, gardaient le sourire: «Le camp du NON a fourni les vraies réponses aux préoccupations des gens, alors que le OUI a semé la

VOIR PAGE A 10: NON

VOIR PAGE A 10: OUI

INDEX

- AgendaC10
- Avis publics...B10
- ClasséesB11
- CultureC1
- Économie.....B1
- Éditorial.....A10
- Le monde.....A9
- Mots croisés...B11
- Les sports.....B12

MÉTÉO



Montréal
Ciel variable.
Max: 5

Québec
Ciel variable.
Max: 4

Détails en B11



RÉFÉRENDUM



Descendus sur le terrain, les députés du Bloc ont déserté les Communes

Washington donne un ultime avertissement

Newt Gingrich disserte sur les dangers du bilinguisme

Washington (AFP) — La Maison-Blanche a souligné hier ses liens étroits avec «un Canada uni», notant que les États américains frontaliers observaient avec intérêt le déroulement du référendum sur la souveraineté du Québec.

«Le président a clairement fait savoir lorsqu'il a évoqué ces questions qu'il reconnaissait qu'il s'agissait d'une affaire interne (...) mais néanmoins le président a certaines opinions fortes sur l'importante relation qui existe entre les États-Unis et un Canada uni», a déclaré le porte-parole de la Maison-Blanche Michael McCurry.

Le porte-parole de la présidence américaine a justifié les propos tenus mercredi dernier par M. Clinton, qui avait souhaité la poursuite de la relation des États-Unis avec «un Canada uni et fort» qualifié de «merveilleux partenaire». Les souverainistes québécois avaient protesté contre une ingérence américaine dans les affaires canadiennes.

«C'est une question qui suscite à présent une attention considérable ici aux États-Unis et particulièrement dans les États à la frontière du Canada et il est parfaitement approprié que le président des États-Unis s'exprime sur le sujet», a ajouté M. McCurry.

Le porte-parole a mentionné «l'impact économique significatif» sur le commerce entre les États-Unis et le Canada comme le principal souci des autorités des États frontaliers.

Interrogé sur une éventuelle participation d'un Québec indépendant à l'Association nord américaine de libre-échange (ALENA — Canada, États-Unis, Mexique), M. McCurry a répondu qu'il n'y aurait «pas d'automatisme pour une participation à l'ALENA».

Gingrich tire ses conclusions

D'Atlanta, le président de la Chambre des représentants des États-Unis, Newt Gingrich, a estimé de son côté que le référendum sur la souveraineté du Québec constituait un avertissement pour tous les Américains à propos des divisions que peut entraîner le bilinguisme.

«Permettre au bilinguisme de progresser est très dangereux», a déclaré hier Newt Gingrich lors d'un forum sur la technologie et les affaires. «Nous devrions insister pour que l'anglais soit la langue commune. C'est ce qui nous unit.»

Newt Gingrich appuie la loi qui ferait de l'anglais la langue officielle des États-Unis, actuellement devant le Congrès. Il croit également que tous les jeunes Américains devraient apprendre l'anglais et que l'enseignement des langues étrangères à l'école devrait être secondaire.

Il ne craint pas de transmettre un message négatif aux visiteurs du monde entier qui viendront à Atlanta au prochain dans le cadre des Jeux olympiques d'été.

«Les gens doivent s'attendre à communiquer en anglais lorsqu'ils viennent en Amérique», dit-il.

Les artistes jubilaient... tôt en soirée

«Je n'ai pas l'intention de me taire», affirme Marie Laberge

MARIO CLOUTIER
LE DEVOIR

Avec les tout premiers résultats de la soirée, ceux de l'Ungava qui donnaient le OUI largement gagnant, les artistes jubilaient déjà. Mais peu à peu, leur bel enthousiasme a fondu comme glace au soleil et à 22h hier, les artistes étaient devenus de marbre, gravement inquiets, des «artistes» en quelque sorte.

Au Medley, sur la rue Saint-Denis, là où avait lieu le party référendaire du groupe les Colocs, le chanteur Richard Séguin chantait littéralement à la fermeture des bureaux de vote: «On n'est pas distinct, on est souverain.» Les plus jeunes comme le rocker Eric Lapointe et la comédienne Marie-Josée Croze parlaient de moment historique.

Deux heures plus tard, la dramaturge Marie Laberge, qui a participé à la rédaction du préambule de la question référendaire, était plus que soucieuse. «Je suis aussi inquiète que si je regardais le moniteur cardiaque d'un bébé nouveau-né. Pourtant, il n'est pas prématuré. On a toujours su qu'on avait un problème avec ce pays-là, le Canada. Il faut en parler. Je n'ai pas l'intention de me taire, moi.»

De son côté, le sénateur Jean-Louis Roux, l'un des rares membres de la communauté artistique à se prononcer ouvertement en faveur du NON, annonçait sa satisfaction. «Quand j'ai quitté la maison, le OUI détenait une avance de 10 %; une demi-heure plus tard, l'écart n'était plus que de deux dixièmes», a-t-il dit avant d'entrer dans les studios du réseau TVA.

En fait, aucun dramaturge, scénariste ou auteur québécois n'aurait pu écrire une intrigue aussi serrée, un texte aussi fécond en revirements et coups de théâtre. Bien drôle de «pays», ce Québec incertain, qui, tel un yo-yo, s'est longtemps dandiné entre le OUI et le NON. Et vice-versa.

L'humoriste Richard Z. Sirois l'avait bien dit en début de soirée: «Mon fils m'a demandé si j'allais voter pour que le Québec devienne une planète et j'ai répondu oui.»

Le cinéaste Pierre Falardeau, lui, s'est dit quand même heureux du genre de campagne dont il a été témoin. «J'ai bien aimé les débats que j'ai vus à l'intérieur du peuple, dans les petits villages. Ils sont souvent plus intéressants que ceux des politiciens. La conscience politique avance au Québec.»

Pour lui, le référendum ne représente qu'une étape. «Ça fait un mois que je vais me promener dans les cégeps et je dis aux étudiants de ne pas s'en faire. Ça ne fait que commencer. Si on perd, il ne faut pas déprimer comme la dernière fois. Si le OUI avance, ça va mettre un peu de crème sur les miettes qu'on a, mais moi je veux le gâteau au complet.»

Beaucoup de nervosité à Ottawa

Manning joue les chefs de l'opposition, Copps sort de ses gonds

JEAN DION
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Quelques heures avant que la décision des Québécois soit connue, le Canada a pu avoir une première idée de ce qui arriverait si le Québec le quittait un jour.

À la Chambre des communes, les banquettes du Bloc québécois, en plein milieu de l'arène, étaient vides, le Bloc ayant décidé qu'il avait mieux à faire sur le terrain. En fait, à l'exception d'un seul — le ministre des Affaires intergouvernementales Marcel Massé —, tous les députés québécois étaient absents. Les français n'ont occupé qu'une part très réduite de la période des questions. Chez les libéraux, plusieurs visages étaient longs. Et témoignage de ce que les lendemains du référendum s'annonçaient amers peu importe son résultat, on a eu droit en prime à une prise de bec entre Preston Manning et Sheila Copps.

Les élus s'étaient pourtant levés à l'unisson pour entonner l'*O Canada* à l'invitation de la députée acadienne Pierrette Ringuette-Maltais. Mais la belle unanimité a fait place aux attaques traditionnelles des que

s'est engagé le débat, réformistes et libéraux s'accusant pratiquement par anticipation de saboter l'opération de sauvetage du Canada.

Leader officieux de l'opposition pour une journée, M. Manning a déclenché les hostilités en se penchant sur l'après-référendum. Il s'est enquis auprès d'Ottawa de sa volonté d'apporter «des changements, des vrais changements» au système fédéral. «Le gouvernement est-il prêt à modifier de façon fondamentale ses relations avec les provinces?», a demandé le chef du Parti réformiste.

De tous les ministres, M. Manning et ses députés n'ont eu droit qu'à des réponses évasives. Mais le fait que ces derniers aient évoqué l'un après l'autre les problèmes que connaît le Canada — dette, fardeau fiscal, état critique des soins de santé, sécurité publique — et, surtout, qu'ils aient commencé

toutes leurs questions par «peu importe le résultat du référendum» a profondément irrité la vice-première ministre Copps. On sait qu'Ottawa a souvent reproché aux réformistes, au cours de la campagne, de ne pas se montrer solidaires de la campagne du NON et d'ainsi faire le jeu des souverainistes.

Mme Copps a répliqué en accusant le Reform de chercher à «marquer des points en faisant de la politiciaille» lors d'une journée aussi cruciale que celle d'hier. «Ils devraient travailler avec le gouvernement du Canada», a-t-elle ajouté.

La vice-première ministre a poursuivi avec le témoignage d'une participante à la manifestation de Montréal de vendredi dernier. L'importance de l'appartenance du Québec au Canada, «c'est ça le message qu'il faut donner aux Québécois aujourd'hui, pas le message que le Canada ne marche pas. Le Canada peut changer,

le Canada va changer, et ça va changer avec le cœur du Canada, le Québec, à l'intérieur», a-t-elle tonné.

Plus tard, lors d'un point de presse, Mme Copps a même loué la participation du chef conservateur Jean Charest à la campagne du NON, alors que «M. Manning organise pratiquement une veillée funèbre du Canada. Ses allusions constantes à "peu importe ce qui va arriver" montrent son véritable ordre du jour, qui a été destructeur depuis le début.»

À Ottawa, la nervosité était palpable hier, et les scénarios les plus divers circulaient. La décision du premier ministre Jean Chrétien de réunir son caucus dès 8h ce matin, puis de tenir une réunion de son cabinet qui durera toute la journée, n'y était pas étrangère. Cela, même si les ténors gouvernementaux s'évertuaient à laisser entendre que c'était *business as usual* et réitéraient leur confiance de voir le NON l'emporter.

«Nous avons le vent dans les voiles», a d'ailleurs assuré Mme Copps.

Puis, vers 16h, tout le monde sur la colline parlementaire s'est tu. C'était aux urnes de parler.



Preston Manning



Sheila Copps



PHOTOS PC ET JACQUES GRENIER

DES MILITANTS DU NON tentaient par tous les moyens de faire «sortir le vote», hier à Montréal. À l'école Félix-Leclerc, le chef du camp fédéraliste, Daniel Johnson, était tout sourire après avoir accompli son devoir de citoyen. À Sainte-Flore, en Mauricie, le premier ministre Jean Chrétien a exercé son droit de vote dans une atmosphère teintée de controverse. M. Chrétien et son épouse possèdent deux résidences sur le chemin du lac des Piles, mais la notion de «principale demeure» soulevait en effet bien des questions puisque la résidence officielle du premier couple est au 24, rue Sussex, à Ottawa, et non au lac des Piles.

La conférence des premiers ministres de l'Ouest sous le signe du verdict référendaire

Regina (PC) — Le premier ministre Roy Romanow a beau dire que les questions régionales seront examinées à fond durant la conférence des premiers ministres de l'Ouest qui se tiendra au cours des prochains jours à Yorkton, en Saskatchewan, il n'y a pas le moindre doute que l'avenir du Canada se retrouvera sur le tapis.

La conférence, qui commence au lendemain du référendum québécois, est censée donner aux quatre premiers ministres de l'Ouest et aux deux leaders territoriaux l'occasion de discuter du commerce interprovincial, des relations fiscales avec Ottawa et des dépenses sociales.

Vendredi même, M. Romanow s'en tenait toujours à son ordre du jour initial. «Les premiers ministres de l'Ouest sont résolus à s'entretenir en premier lieu des questions économiques, sociales et fiscales au Canada», a soutenu le premier ministre néo-démocrate de la

Saskatchewan au cours d'une interview. «Les résultats du référendum seront probablement dans tous les esprits... mais nous allons faire de notre mieux pour parler d'emplois, de développement économique et de pressions fiscales.»

M. Romanow, qui n'est pas vraiment intervenu durant la campagne référendaire, a reçu l'appui de son collègue néo-démocrate Mike Harcourt qui, en fin de compte, aime mieux parler de n'importe quoi sauf du scandale du bingo de bienfaisance au sujet duquel on ne cesse de lui poser des questions chez lui, en Colombie-Britannique.

Reprenant à son compte les commentaires du premier ministre conservateur du Manitoba Gary Filmon, M. Harcourt a déclaré que les coupes des dépenses fédérales en matière de transports et de services sociaux doivent faire l'objet de discussions.

«Nous devons étudier l'impact des

coups de 2,2 milliards auxquelles Ottawa a l'intention de procéder dans notre assurance-maladie ainsi que dans nos services sociaux et nos budgets de formation professionnelle», a souligné M. Harcourt hier.

L'Albertain Ralph Klein est le seul premier ministre qui voit la situation autrement.

«L'ordre du jour, à mon avis, sera presque exclusivement dominé par la question du Québec», a déclaré le premier ministre conservateur au cours du week-end.

Le politologue Roger Gibbins abonde dans ce sens à cause de la date à laquelle démarre la conférence et pour des raisons politiques.

«Les premiers ministres ne parleront que de ça, ou presque», a soutenu M. Gibbins, qui enseigne à l'Université de Calgary.

«Peu importe les inquiétudes ou les priorités des premiers ministres de

l'Ouest, elles seront de toute façon liées à la question québécoise.»

Cela fait bien l'affaire de certaines provinces — particulièrement le Québec et l'Alberta — qui n'ont jamais cessé de réclamer des pouvoirs détenus par Ottawa.

«Je crois qu'on peut s'attendre à ce que presque tout le monde se dise en faveur de la décentralisation, au nom de l'unité nationale, en ajoutant que c'est cela dont on a besoin pour maintenir un peu le pays.»

C'est un jeu dangereux, avertit l'expert constitutionnel Bryan Schwartz de l'Université du Manitoba.

Au cours de la délicate période post-référendaire, les premiers ministres devraient éviter de s'adonner à des jeux politiques, rappelle Schwartz. Ils doivent au contraire se rallier tous derrière le premier ministre Jean Chrétien et insister sur le fait que ce dernier représente la voix légitime de tout le Canada.

Il vote dans son comté de Saint-Maurice

Chrétien accomplit son devoir de Québécois

Le camp du OUI renonce à s'interposer

Shawinigan (PC) — Le premier ministre Jean Chrétien a accompli son devoir de citoyen en allant voter vers 10h15 hier à l'école Sainte-Marie, de Sainte-Flore, en Mauricie. Sous bonne escorte, le premier ministre et son épouse, Aline Chaîné, sont arrivés quelques minutes seulement après l'ouverture du bureau de scrutin.

Après avoir serré plusieurs mains, le premier ministre, qui paraissait calme, s'est rapidement dirigé derrière l'isoloir. Pendant que sa femme exerçait à son tour son droit de vote quelques minutes plus tard, M. Chrétien a voulu saluer le personnel du bureau de scrutin. Une responsable de ce bureau lui a discrètement mais promptement fait savoir que le personnel ne pouvait pas être dérangé.

Moins de dix minutes après leur arrivée, M. Chrétien et Mme Chaîné s'engouffraient dans leur limousine. Les nombreux journalistes qui s'étaient déplacés pour l'occasion n'ont eu droit à aucun commentaire.

Le remue-ménage entourant le droit de vote de Jean Chrétien est finalement demeuré sans écho hier matin. Les tenants du OUI dans Lavolette sont restés silencieux, eux qui songeaient à demander à leur scrutateur de faire prêter serment au premier couple du pays. «Quelqu'un peut même encore demander que leur nom soit radié de la liste électorale», laissait pourtant entendre le camp du OUI il y a une semaine à peine.

Bien que les Chrétien possèdent deux résidences sur le chemin du lac des Piles, la notion de «principale demeure» soulevait en effet bien des questions puisque la «résidence officielle» du premier couple est au 24, rue Sussex à Ottawa, et non au lac des Piles.

«Nous avons décidé de ne pas intervenir», a expliqué Claude Rompré, directeur de l'organisation souverainiste dans Lavolette. Le fait que M. Chrétien soit finalement allé voter démontre la légitimité du processus référendaire enclenché par le Québec, a précisé M. Rompré. «Il sera maintenant difficile pour lui [M. Chrétien] de dire que ce n'est pas légitime si le OUI l'emporte.»

Après avoir exercé son devoir de citoyen, M. Chrétien s'est rendu aux locaux du comité du NON de Grand-Mère et de Shawinigan pour encourager les troupes et «saluer ses amis». S'abstenant de tout commentaire partisan devant les journalistes en raison de la loi électorale, M. Chrétien a seulement parlé de «belle température canadienne» pour voter. Après ces rencontres, il est retourné à l'aéroport de Trois-Rivières, en fin de matinée, pour prendre l'avion en direction d'Ottawa.

Au cours de son passage à l'école Sainte-Marie, M. Chrétien a été accosté par Robert Deschamps, l'ancien candidat du NPD dans Saint-Maurice lors de la dernière élection fédérale. Il a brandi devant le premier ministre une photo de René Lévesque. Devant les caméras de télévision, M. Deschamps, qui a maintenant décliné sa carte de membre du NPD, a accusé le premier ministre d'avoir voté contre les intérêts de son peuple.

RÉFÉRENDUM

PERSPECTIVES

Concilier et réconcilier

Avez-vous gagné, avez-vous perdu? Êtes-vous en larmes ou jubilez-vous, ce matin, en décortiquant le référendum et en tentant de prévoir la suite des choses?

Tout ce que l'on peut souhaiter, en ces heures fébriles de lendemain de la veille, c'est que cette suite soit aussi sereine et paisible que l'exercice lui-même. Le formidable vouloir-vivre collectif que les Québécois viennent d'exprimer en si grand nombre et avec tant d'éloquence doit se poursuivre. Nous sommes condamnés à vivre ensemble. Aussi bien le faire dans la dignité et le respect mutuels.

Continuons de surprendre les observateurs. «Ce qui me surprend le plus, dans cette campagne référendaire, c'est la civilité avec laquelle elle se déroule, compte tenu du fait que les deux points de vue sont irréconciliables et que le débat dure depuis très longtemps, confiait dimanche le confrère américain Dave Marashi, en reportage au Québec pour le réseau ABC. Ça fait du bien de voir des gens qui ont des opinions contraires agir de façon civilisée. C'est bien différent de ce que j'ai vu là-bas [en ex-Yougoslavie]. D'autres journalistes étrangers s'étonnent de voir les affiches et pancartes du OUI et du NON faire bon voisinage, de façon générale, un peu partout au Québec.



Gilles Lesage

Touchons du bois. Avant même le verdict d'hier, les chefs des deux camps nous ont d'ailleurs invités à l'accepter de bon cœur, tentant de concilier ce qui peut l'être et de réconcilier leurs partisans autour de ce qui nous rassemble. Ils en sont d'ailleurs fiers, avec raison.

Ainsi, à un journaliste européen qui lui demandait de quoi était fait le nationalisme québécois, le premier ministre du Québec a répondu: «Vous êtes, monsieur, dans un des plus vieux systèmes parlementaires du monde occidental. Notre Parlement a 200 ans. Vous êtes dans une société profondément démocratique où les débats sur des enjeux aussi essentiels que celui de l'avenir et de la souveraineté du pays se discutent de façon civilisée entre deux parties. Je n'hésite pas à cet égard à présenter le Québec comme une sorte d'exemple.»

La semaine dernière, devant la Chambre de commerce de Québec, M. Parizeau a repris ce thème et incité à la solidarité de tous les Québécois, dès aujourd'hui, quel qu'ait été leur vote. Et de nommer Daniel Johnson, Ghislain Dufour, Marcel Dutil... «En tant que premier ministre de tous les Québécois, j'ai été ravi d'entendre, à travers la clameur de cette campagne parfois riche en invectives, des voix se dire prêtes à la solidarité le lendemain. L'exemple est venu de haut. Et je le dirai sans y mettre de bémol: le chef du PLQ, Daniel Johnson, s'est comporté en batailleur souvent rude mais, toujours, en démocrate.»

«Depuis un an, je l'entends répéter régulièrement sa détermination à défendre le droit des Québécois à disposer d'eux-mêmes. Lorsque M. Chrétien a mis en doute le respect de la décision démocratique des Québécois, M. Johnson, lui, a affirmé sa volonté d'appliquer la décision collective.»

Gagne ou perd, il faut vivre ensemble...

«Dimanche, M. Parizeau concluait avec confiance: «Nous avons tous démontré, ces dernières semaines, que nous pouvions débattre sans nous déchirer, nous contredire sans nous blesser. Cette capacité, cette grande maturité que nous avons, elle sera précieuse pour les lendemains du vote.»

On ne saurait mieux dire. Car il est de la responsabilité des chefs politiques d'atténuer, dès aujourd'hui, les tensions d'un débat aussi fondamental, ainsi que le fait valoir M. Johnson avec pertinence. Ce sera un test de leadership politique. Il craint surtout que l'on classe les Québécois selon qu'ils auront voté OUI ou NON, ou, pire, que l'on divise la majorité des francophones des minorités ethniques et anglophones. La tentation peut être grande, en effet. Mais le vice-premier ministre du Québec, Bernard Landry, l'a redit sans cesse: un vote est un vote est un vote...

Chaque vote est égal, insiste aussi Lucien Bouchard. «Il n'y a pas de vote plus important que le sien. Le vote de chacun de nous est aussi important que celui de MM. Chrétien, Parizeau, Johnson, Beaudoin, Pélaudeau...» (Les deux derniers, l'un président de Bombardier, l'autre de Québecor, ont échangé vivement sur l'avenir du Québec.) M. Bouchard félicite le Québec «d'avoir pu aborder un débat aussi profond avec un sens civique remarquable, dans le respect démocratique de l'autre et avec une attitude toujours très pacifique». Il souhaite surtout «qu'un clivage ne prévale pas sur la solidarité, qui devra être maintenue après le référendum».

Dans un geste d'une rare noblesse, samedi, la SSJB de Montréal, pro-souverainiste, et le lobby anglophone Alliance Québec ont uni leurs voix pour dire qu'ils ne prévoient pas de regain de tension entre anglophones et francophones au lendemain d'un vote serré, peu importe le résultat. Les deux organismes s'emploieront sûrement à ce qu'il en soit ainsi dès aujourd'hui. On a beau être démocrates, il y a des plaies vives, des blessures profondes à panser, des peines immenses à apaiser.

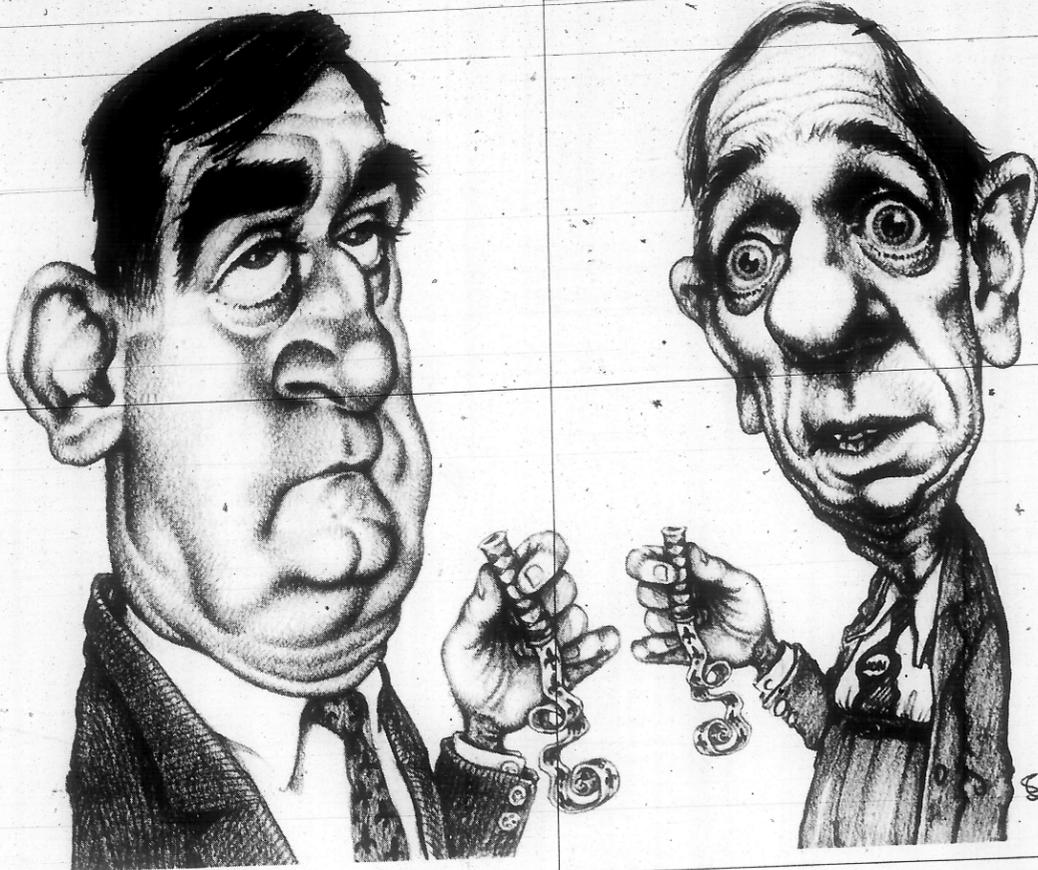
Quant à la ministre fédérale Lucienne Robillard, elle entrait des lendemains plus difficiles parce qu'on va se retrouver encore une fois divisés, nous Québécois. «Je pense que pour tous les leaders politiques, de quelque parti que ce soit, la première tâche, ça va être de recréer des solidarités.»

Urgent. Pour qu'il n'y ait pas de Québec cassé en deux, la réconciliation doit commencer dès aujourd'hui.

EN BREF

DES «PASSEPORTS» QUÉBÉCOIS

Montréal (AFP) — Des partisans souverainistes brandissaient des «passports» québécois hier soir devant le Palais des congrès de Montréal, où le comité du OUI à l'indépendance du Québec avait organisé une soirée référendaire, ont observé des journalistes présents sur place. Plusieurs centaines de militants et sympathisants souverainistes ont commencé à affluer vers le Palais des congrès en fin d'après-midi. Les trois principaux responsables souverainistes devaient participer à ce rassemblement. Les «passports» québécois brandis hier soir avaient une couverture bleu marine et une carte du Québec couleur or. Les premiers résultats du référendum sur la souveraineté



Selon des anciens premiers ministres

Des changements inévitables

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

L'issue serrée du vote référendaire a fait dire hier à plusieurs ex-premiers ministres provinciaux hier que des changements fondamentaux étaient maintenant incontournables au sein Canada.

Alors que les deux options étaient toujours au coude vers 10 heures, l'ex-premier ministre ontarien, Bob Rae, s'est dit d'avis que la division de l'électorat québécois démontrait la volonté d'une forte majorité d'entre eux, qu'ils supportent ou non l'option souverainiste, en faveur d'un changement radical.

«En regardant les chiffres, on voit que beaucoup de Québécois ont voté OUI en pensant rester dans le Canada et que beaucoup de Québécois ont voté NON en espérant du changement», a-t-il dit hier soir.

Selon l'ex-premier ministre ontarien, ces résultats envoient un message fort et non équivoque en faveur du changement aux leaders politiques. Cela indique très clairement que depuis l'échec des négociations de Meech et de Charlottetown, le problème, reporté à plus tard, est resté entier, estime M. Rae qui étaient présents à ces deux rondes de négociations.

«Ce n'est pas surprenant. Nous n'avons pas résolu cette question, par deux fois. Maintenant, c'est très clair

qu'il faudrait trouver des moyens pratiques pour arriver à des changements. Un processus devra être trouvé», est-timé ce dernier.

Mais reste à savoir par quels moyens positif ces changements pourront être discutés et définis. «Je crois toujours qu'une majorité de gens au Québec désirent rester au Canada», estime Bob Rae, une demi-heure avant la prédiction d'une victoire du Non par les grands réseaux.

L'ex-premier ministre de la Saskatchewan, Roy Romanow, pense lui aussi que ce vote serré milite en faveur de changements rapides au sein de la fédération canadienne.

«Je ne dis pas que ce sera facile, mais je crois que c'est que ces résultats nous dicteront. Nous avons maintenant la tâche de construire ce pays. Repousser le problème plus tard ne règlera rien», a indiqué l'ex-premier de la Saskatchewan qui participa aussi partie aux dernières rondes de négociations constitutionnelles.

Le fait que tant de communautés à travers le pays aient exprimé leur solidarité envers le Québec et que des milliers de gens se soient rendus à Montréal créent un moment en faveur de l'ouverture prochaine de nouvelles discussions, a commenté M. Romanow, qui souhaite une rencontre des premiers ministres des provinces. «Nous allons trouver des solutions appropriées, parce que nous sommes un peuple démocratique.»

La couverture de la soirée référendaire

La SRC la meilleure; TVA la plus rapide

PAULE DES RIVIÈRES
LE DEVOIR

Cette fois-ci, le cliché n'est pas trop fort: les téléspectateurs ont été ravis à leur écran, hier soir, attendant la confirmation officielle du vainqueur. Mais deux heures après la fermeture des bureaux de vote, aucun réseau n'était en mesure de confirmer la tendance. TVA a pris les devants à 22h20, 30 secondes avant la SRC, pour annoncer une victoire à l'arraché du camp du NON. C'est une première pour TVA.

La Société Radio-Canada et TVA avaient tous deux de bons tableaux et des ordinateurs qui fonctionnaient à pleine vapeur mais c'était plus complet à la SRC! Radio-Québec n'était pas dans la course, en retard dans la transmission des résultats, avec des chiffres moins complets et pas de tableaux régionaux à l'écran. Radio-Québec misait sur la qualité de ses invités mais ces derniers ne pouvaient entrer véritablement en scène avant confirmation des résultats.

Et comme le suspense a duré longtemps, on voulait les derniers pourcentages le plus rapidement possible. Par exemple, TVA et la SRC se sont tous deux déplacés au quartier du camp du NON lorsque, pour la première fois, l'option fédéraliste a pris la tête.

Les deux principaux réseaux ont limité les interventions des invités au minimum pendant la première partie de la soirée et c'était bien car leurs propos n'avaient pas vraiment prise sur le réel tant que les résultats préliminaires demeuraient très chauds.

La SRC a marqué un bon coup en ayant Bernard Landry à ses studios, qui a indiqué que les résultats laissaient percevoir un «à bientôt». C'était aussi bien de voir et d'entendre le journaliste Patrice Roy dans les rues de Montréal, pour un court moment.

En 1980, la SRC avait mis 50 minutes avant de confirmer la tendance. Hier soir, au contraire, Bernard Derome a prévenu ses téléspectateurs, à 21h, que «si la tendance se maintient, ce n'est pas pour tout de suite». Un peu avant 21h30, le chef d'antenne du réseau anglais CBC, Peter Mansbridge, a indiqué que le télédiffuseur s'attendait à ce que le NON, qui prenait péniblement le dessus, garde son avance. Mais même avec 95 % des voix compilées, personne ne s'aventurerait hier soir. «Notre comité n'est pas fatigué mais il fatigue», a dit Bernard Derome en faisant référence au groupe de dirigeants des télé et radios de Radio-Canada et de CBC, qui décident du moment de l'annonce du vainqueur.

Mentionnons la trouille de Radio-Québec qui, en début de soirée, a arraché un sourire à tout le monde avant que les muscles ne se crispent, soit l'entrevue avec un père que nous avions vu pleurant en 1980 au Centre Paul-Sauvé à l'annonce de la défaite du OUI. Cet homme tenait un enfant dans ses bras. Radio-Québec l'a retracé, avec son fils, en début de soirée. En fait, tous les réseaux avaient leur lot de surprises dans leurs poches et tous avaient prévu de succulentes entrevues pour que le cœur s'exprime mais à 22h20, hier soir, nous n'en avions vu que très peu, les pourcentages occupant, avec raison, les écrans.

Espoir à Paris

LE DEVOIR

Plus de 1000 personnes étaient rassemblées hier à la Délégation du Québec à Paris pour suivre en direct le déroulement de la soirée référendaire au Québec.

Visiblement, beaucoup plus de Québécois vivant à l'étranger se sont pressés en pleine nuit dans les bureaux de la Délégation pour connaître l'issue du vote référendaire.

«Il y avait beaucoup moins de monde en 1980. On se souvient d'avoir vu les gens pleurer. Nous avons peut-être un petit espoir. On reste Québécois même si on est en France», a déclaré hier une Québécoise participant à cette soirée.

De leur côté, les Français vivant à New York ont exprimé hier soir leur total soutien au projet souverainiste du gouvernement Parizeau, affirmant qu'il s'agit là d'une «juste cause» et d'un «choix courageux».

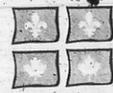


PHOTO JACQUES NADEAU

LE CHEF du camp du OUI, Jacques Parizeau, était tout souriant, hier, peu après avoir exercé son droit de citoyen en allant voter dès l'ouverture des bureaux de scrutin dans Outremont, où il demeure. On le voit ci-dessus serrer la main d'un livreur de pizza dans la circonscription montréalaise de L'Assomption.



RÉFÉRENDUM



Photos de campagne

Les souvenirs d'une campagne référendaire aussi intense que celle terminée hier ne se limitent pas à une série de faits. Des gestes ont aussi été effectués, des mouvements accomplis, des regards échangés, des émotions éprouvées. Les photographes du *Devoir*, Jacques Grenier et Jacques Nadeau, présentent ici quelques-uns de ces grands moments, pour qu'un jour, quelque part, quelqu'un puisse dire: «Je me souviens.»



PHOTO JACQUES NADEAU



PHOTO JACQUES NADEAU

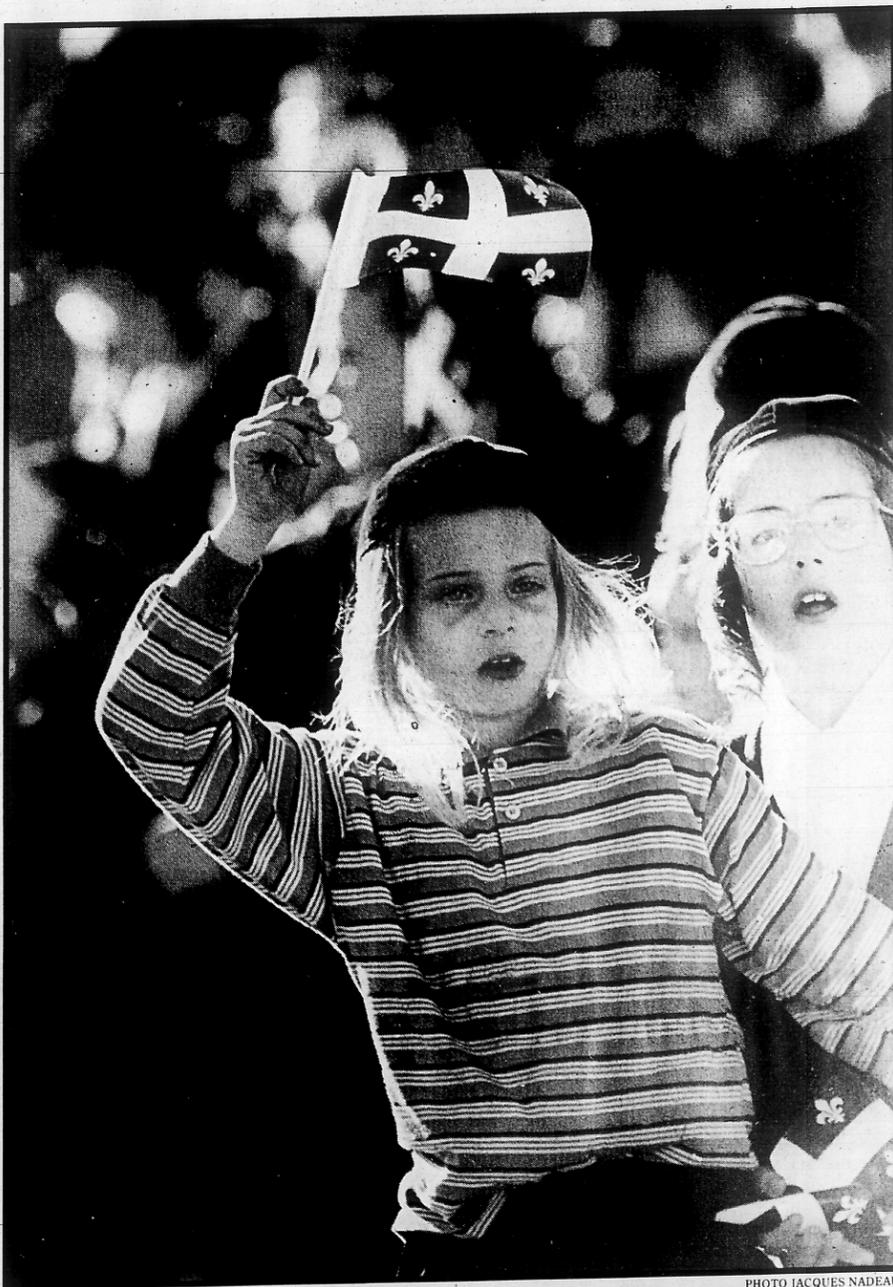


PHOTO JACQUES NADEAU



PHOTO JACQUES GRENIER



PHOTO JACQUES GRENIER



PHOTO JACQUES GRENIER



PHOTO JACQUES NADEAU



PHOTO JACQUES GRENIER

ACTUALITÉS

Même les bouffons



PHOTO JACQUES NADEAU

POUR la suite du Québec... ou du Canada, même les bouffons ont pris part au vote référendaire, hier à Montréal, ce qui n'a pas manqué d'attirer l'attention des électeurs plus discrets.

NON

SUITE DE LA PAGE 1

confusion avec son partenariat. Nous avons fait une bonne campagne, en expliquant les véritables enjeux économiques du référendum. Ça, c'est une réussite.

Pendant ce temps, à l'arrière de la salle, la gravité était de mise. Les gens, plus âgés, exprimaient clairement leur crainte alors que les résultats partiels qui étaient communiqués, semblaient favorables au camp du OUI.

Aux alentours de 21 heures, une heure après la fermeture des bureaux de scrutin, le président du comité du NON, Michel Bélanger affichait toujours un air confiant, mais restait prudent: «Le poids de la population de la grande région de Montréal étant ce qu'il est, il est bien sûr que c'est très important que ces résultats soient entrés pour qu'on puisse avoir une meilleure vue d'ensemble, consentait-il à dire.»

De son côté, le président des Jeunes Libéraux, Claude-Éric Gagné, bien que visiblement inquiet, a tenu à souligner la plus grande clarté d'un vote pour l'option fédéraliste. «Un NON, c'est un vote très clair. Les gens savent que le lendemain, c'est le Canada. (...) La confusion que nos adversaires ont amenée dans le débat n'a pas aidé à clarifier les choses. On l'a vu lors du dernier sondage [Léger et Léger] alors qu'une personne sur trois qui s'appretait à voter OUI pensait que le Québec continuerait à être une province. Ça ce n'est pas très clair», a-t-il dit.

À 21h35, Radio-Canada annonçait un revirement: le NON venait de prendre l'avance. Du coup, les partisans ont laissé éclater bruyamment leur espoir retrouvé.

En début de campagne référendaire, le camp du NON avait pris les devants en amorçant cette campagne dès la fin de septembre. Avec l'arrivée de Lucien Bouchard à l'avant-scène du camp adverse, les effets se sont vite fait sentir dans les intentions de vote. Dans une ultime tentative pour infléchir le vote, le premier ministre canadien Jean Chrétien a plongé dans la campagne référendaire la semaine dernière. Participant d'abord à un rassemblement de partisans à Verdun, il s'est adressé ensuite à la nation pour transmettre un message d'ouverture à d'éventuels changements constitutionnels.

M. Chrétien n'a toutefois pas précisé de quelle nature pourraient être les modifications à apporter à la fédération canadienne. Tout au plus, a-t-il évoqué la possibilité d'une décentralisation des pouvoirs, question de rapprocher les centres de décision des citoyens.

L'implication fédérale dans la campagne québécoise a connu un sommet vendredi dernier alors que des Canadiens de tout le pays se sont donné rendez-vous à Montréal pour manifester leur attachement au Québec.

L'argumentaire fédéraliste a essentiellement été basé sur les conséquences économiques d'un Québec souverain. Daniel Johnson a martelé les coûts qu'entraînerait la séparation, se faisant taxer de mener une campagne de peur.

QUÉBEC

SUITE DE LA PAGE 1

Sans surprise, certaines régions ont voté massivement en faveur du OUI, comme le Saguenay-Lac-Saint-Jean ou la Côte-Nord, tandis que l'ouest de l'île de Montréal, l'Outaouais ainsi que plusieurs comtés de l'est de Montréal — où vivent d'importantes proportions d'allophones — votaient massivement pour le NON.

M. Landry a invité les partisans du OUI à ne pas s'en prendre aux Québécois, de quelque origine que ce soit, qui ont voté NON. Il les invite plutôt à «cultiver des attitudes» qui favoriseront la réconciliation. En cultivant «un climat d'harmonie» et en oeuvrant pour faire partager aux néo-québécois une meilleure connaissance de notre histoire, M. Landry croit que beaucoup d'entre eux adhéreront à cette vision de l'avenir du Québec.

Le vice-premier ministre constate qu'en 15 ans, la souveraineté a fait des «bonds spectaculaires» dans l'opinion publique. «Nous n'échapperons pas à cette forte poussée des Québécois et des Québécoises vers leur indépendance nationale.»

Il n'envisage aucune solution qui puisse passer par un compromis à cette égard. M. Landry considère que la proposition mise sur la table constitue en elle-même un «formidable compromis» qui concilie le désir des peuples de se gouverner eux-mêmes et leur volonté de coopérer entre eux.

L'avance qu'avait le camp du NON au début de la campagne référendaire s'était peu à peu effritée, jusqu'à ce que les maisons de sondages annoncent, dans les derniers jours de la campagne, une mince avance du OUI, malgré un bon pourcentage d'indécis et de discrets. Une fois répartis les indécis, ces sondages mettaient les deux camps à égalité.

Le camp du NON a cherché à faire valoir que le seul enjeu véritable de la campagne était la séparation du Québec du reste du Canada, une séparation irréversible, si elle survient, et irresponsable à cause des coûts qui y seraient associés: pertes d'emplois, hausse des taux d'intérêt, fuite de capitaux et de sièges sociaux, baisse générale du niveau de vie. Le camp du NON affirmait que le partenariat proposé par les souverainistes serait irréalisable.

Le camp du OUI a fait valoir que la souveraineté permettrait aux Québécois francophones de devenir majoritaires dans leur pays et d'assurer leur sécurité culturelle et leur sécurité sociale, tout en renégociant un partenariat économique et politique d'égal à égal avec le Canada. Le camp du OUI s'était présenté comme le camp du changement social.

Les électeurs étaient appelés à voter sur la question suivante: «Acceptez-vous que le Québec devienne souverain, après avoir offert formellement au Canada un nouveau partenariat économique et politique, dans le cadre

du projet de loi sur l'avenir du Québec et de l'entente signée le 12 juin 1995?»

Les données publiées par le Directeur général des élections durant la journée, hier, indiquaient que le taux de participation au scrutin baissait des records et pourrait dépasser les 90%. À 17h30, 62,5% des cinq millions d'électeurs inscrits s'étaient déjà prévalus de leur droit de vote, contre 52,5% à la même heure aux élections de 1994. Au référendum de 1980, le taux de participation au vote s'était élevé à 85,6%.

Quelque 1200 accréditations de presse avaient été émises par les deux camps à des journalistes et techniciens provenant de partout dans le monde.

Le camp du OUI a réuni ses partisans au Palais des congrès, dans une salle d'une capacité de 10 000 places. Ceux du camp du NON se sont réunis à la discothèque Métropolis, une salle d'une capacité de moins de 1000 places.

Dès la fin de l'après-midi, des centaines de sympathisants souverainistes s'agglutinaient à proximité du Palais des congrès au centre-ville, arborant des pancartes, des drapeaux et de faux passeports québécois de couleur bleu marine, illustrés d'une carte du Québec de couleur or. En début de soirée, ces partisans étaient surexcités et manifestaient bruyamment, puisque les premiers résultats leur donnaient une avance. Mais l'inquiétude est apparue sur leurs visages dès que la tendance s'est renversée.

La journée s'était déroulée dans le calme. Les différents corps policiers ont assuré une présence à proximité des bureaux de scrutin. Les policiers de la Sûreté du Québec étaient sur le qui-vive.

Dans l'ouest de l'île de Montréal, l'inquiétude se lisait sur les visages des électeurs, dont certains venaient avec leur passeport canadien à la main. Dans l'est de Montréal, les mines étaient moins crispées, mais une nervosité était palpable. Beaucoup de gens étaient soulagés de voir cette campagne prendre fin.

Le premier ministre du Québec, Jacques Parizeau, était très nerveux lorsqu'il s'est présenté au bureau de vote, à Outremont. Il s'est dirigé vers l'isoloir en oubliant de prendre son bulletin et ne savait plus quelle posture prendre pour satisfaire l'armée de photographes qui le suivait. «Je pense qu'aujourd'hui le Québec va gagner», a-t-il dit. Le chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard, a tenu des propos optimistes en allant exercer son droit de vote à Alma. Le chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, a voté à Rivière-du-Loup.

De son côté, le premier ministre du Canada, Jean Chrétien, a voté à Grand-Mère, dans sa circonscription de Saint-Maurice où il possède une résidence secondaire. Le comité du OUI de cette circonscription conteste sa qualité d'électeur puisque M. Chrétien a sa résidence principale à Ottawa depuis longtemps. Le premier ministre s'est abstenu de tout commentaire. De même, le chef du camp du NON, Daniel Johnson, qui a voté à Montréal, a été peu loquace en quittant le bureau de vote.

Hier soir, les chefs du OUI étaient rassemblés au Palais des congrès. Vers 22h00, la télévision nous a montré un Jacques Parizeau préoccupé, qui faisait les cent pas dans une loge à l'écart. M. Johnson devait livrer ses premières réactions à Montréal avant de prendre un vol pour Québec où l'attendaient d'autres partisans. M. Chrétien, pour sa part, devait livrer ses premières réactions sur cassette en fin de soirée. Les leaders politiques devraient livrer aujourd'hui des commentaires plus élaborés sur la suite des choses.

À Ottawa, les députés ont entonné, durant l'après-midi, l'O Canada, tandis que les députés du Bloc québécois boycottaient les travaux de la Chambre des communes.

Le dollar canadien a clôturé en hausse, hier, sur les marchés, à 73,58 \$ US.

Le référendum québécois aura servi d'exemple, hier, à l'étranger. Aux États-Unis, le président de la Chambre des représentants, l'ultraconservateur Newt Gingrich, a estimé que le référendum sur la souveraineté du Québec constitue un avertissement pour tous les Américains sur les divisions que peut entraîner le bilinguisme.

«Permettre au bilinguisme de progresser est très dangereux», a-t-il dit. Les États-Unis sont plongés en plein débat sur un projet de loi qui ferait de l'anglais la langue officielle du pays. M. Gingrich appuie ce projet car l'anglais, «c'est ce qui nous unit».

En Espagne, les régionalistes espagnols ont vu dans le référendum québécois un exemple. «Le référendum prouve que dans des pays où la démocratie fonctionne bien, la question de l'indépendance peut être soulevée de façon pacifique», a déclaré Jordi Pujol, chef du gouvernement local de Catalogne, dont la coalition Union et Convergence pèse sur la politique nationale par le jeu des alliances. Ce mouvement ne revendique pas ouvertement l'indépendance pour la Catalogne mais le droit à l'autodétermination.

Faire un don à la
FONDATION DIANE HÉBERT
offrira une meilleure chance
de survie aux personnes en attente de
greffe et aux greffés.

La Fondation Diane Hébert
C.P. 95025, Lorraine, Qc. J6Z 4P1
Téléphone: (514) 965-0333

MARCHÉ

Une bonne performance du Dow Jones

SUITE DE LA PAGE 1

Si en volume le marché a conjugué son évolution avec calme, il faut signaler que le profil financier à l'amorce des transactions hier matin proposait des signes traduisant une certaine inquiétude. Sur les marchés asiatiques, avant-hier soir, les titres canadiens furent soumis à de violentes secousses.

Des investisseurs avides de gains rapides ont ballotté le dollar à l'intérieur d'une fourchette allant d'un minimum de 72,46 cents américains à un maximum de 74,10 cents. Selon les précisions fournies par M. Ghazi, les changements imprimés à l'évolution de la devise cana-

dienne en Asie étaient «incompréhensibles. Il s'agissait de changements guidés exclusivement par des rumeurs.

De leur côté, les bourses canadiennes ont toutes enregistré des hausses. Mais à l'inverse de ce qui a été observé sur le front monétaire, aucune secousse brutale n'a été enregistrée. L'indice de Toronto, le TSE 300, a terminé en hausse de 44,47 points pour se fixer à 4379,76, alors que l'indice de la Bourse de Montréal, le XXM, a progressé à raison de 28,56 points pour s'établir à 2172,82.

Cette augmentation des bourses canadiennes est essentiellement attribuable à une bonne performance du Dow Jones, l'indice new-yorkais. Il a gagné 14,82 points pour terminer à 4756,57. Selon l'analyse de Michel Tes-

sier, analyste chez Tassé et Associés, c'est grâce au Dow Jones que les bourses canadiennes ont enregistré des gains.

Pour ce qui est de déterminer en quoi le facteur référendum a influencé les cours boursiers, l'analyste de Tassé et Associés a confié que rien n'était plus hasardeux. À l'instar de ce qu'a constaté M. Ghazi sur les marchés financiers, M. Tessier a soutenu que les acteurs boursiers ont adopté la ligne du «wait and see».

À titre d'exemple, de reflet de cet attentisme qui a singularisé les bourses, M. Tessier a noté que le titre SNC-Lavalin avait gagné 3/4 de point alors que seulement 800 actions avaient été échangées à Toronto.

OUI

SUITE DE LA PAGE 1

passer».

Pour faire patienter la foule, des «partenaires pour la souveraineté» comme Fernand Daoust, Monique Simard ou Lorraine Pagé félicitaient les militants pour leur bon travail et tentaient d'encourager une foule qui passait par toutes les affres de l'émotion, alors que le OUI passait sous et sur la barre du 50%. Des organisateurs de la campagne semblaient au bord de la crise cardiaque!

Et s'adressant à la foule la vice-présidente du PQ, Monique Simard, ne pouvait que souhaiter que «la confiance l'ait emporté sur la peur».

«Le monde a les yeux rivés sur le Québec ce soir», c'est par ces mots que l'animateur de la soirée référendaire du OUI, Pierre Therrien, avait ouvert la soirée vers 19h30.

Dès 19h l'excitation était palpable au Palais des congrès de Montréal.

Le Palais des congrès avait été transformé en méga-salle de presse-station de télévision: quelque 750 journalistes, techniciens, caméramen, photographes étaient accrédités pour la soirée référendaire (à titre de comparaison, on comptait environ 300 accréditations lors de la soirée référendaire de mai 1980). Toutes ces personnes représentaient près de 200 médias, dont une bonne centaine de médias étrangers, dûment identifiés par des cartons sur de grandes tables, portant les noms du *Washington Post*, du *Los Angeles Times*, de *Libération*, de *La Stampa*, etc., ainsi que de stations de radios en provenance de partout dans le monde. Au centre de la salle, une trentaine d'équipes de télévision se partageaient l'espace.

Le premier ministre Jacques Parizeau était allé voter en matinée, dès l'ouverture des bureaux de vote, à Outremont où il réside.

Le chef du camp du OUI s'est dit confiant dans le fait de remporter la victoire, et il apparaissait visiblement nerveux: en arrivant au bureau de vote, il s'est

dirigé vers l'isoloir en oubliant de prendre son bulletin de vote et il s'est présenté aux journalistes en se tenant devant la boîte de scrutin.

Le premier ministre a indiqué qu'il croyait profondément que le Québec allait gagner, rappelant que les forces souverainistes ont remporté leurs trois dernières batailles, soit contre l'Accord de Charlottetown en 1992, pour l'élection du Bloc québécois en 1993 et pour l'élection du Parti québécois l'année dernière.

Pour sa part, le chef du Bloc québécois s'était rendu dans sa circonscription d'Alma pour voter, avant de revenir en soirée à Montréal pour participer à la soirée référendaire au Palais des congrès.

Quant au chef de l'Action démocratique Mario Dumont, il a voté dans sa circonscription de Rivière-du-Loup, avant de se diriger en soirée dans un hôtel montréalais, où sa formation politique tenait sa propre soirée référendaire. M. Dumont devait ensuite aller rejoindre les deux autres chefs au Palais des congrès.

Par sa formation économique

LE FONDS INVESTIT DANS L'EMPLOI!

Les travailleurs et travailleuses du Groupe Permacon en session de formation

LE FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (FTO)

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30
2050, RUE DE BLEURY, 9E ÉTAGE, MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9
RENSEIGNEMENTS ET ADMINISTRATION : (514) 985-3333

PUBLICITÉ (514) 985-3344
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344
PUBLICITÉ (514) 985-3399 / télécopieur (514) 985-3390
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

SERVICE DES ABONNEMENTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 À 16H30
Montréal (514) 985-3355 / télécopieur (514) 985-3390
Extérieur (sans frais) 1 800 463-7559

Les numéros de téléphone suivants sont valables pour le service de livraison par camélot et pour les abonnements postaux.

LE DEVOIR est publié par LE DEVOIR Inc. dont le siège social est situé au numéro 2050 de Bleury, 9e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par les Imprimeries Québecor Inc., 612 ouest rue Saint-Jacques, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans LE DEVOIR. LE DEVOIR est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900 boul. St-Martin ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement au 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec. Téléphone général: (514) 985-3333; service à la clientèle: (514) 985-3355; publicité: (514) 985-3390.